LE PRINCIPE DE SON INSTALLATION EST RETENU

Quel rôle pour le mufti de la République ?

Longtemps restée au stade de la simple proposition devant être approuvée par le président de la République, la création du poste de mufti de la République semble enfin se préciser. Le ministre des Affaires religieuses dépoussière le dossier et le remet au goût du jour dans un contexte marqué par une montée en puissance de courants de pensée totalement étrangers au référent religieux national.

Nawal Imés - Alger (Le Soir) - Ghoulamallah disait attendre le feu vert de Bouteflika, Mohamed Benaïssa l'a visiblement eu. Le projet de création d'un mufti de la République se précise. Ce dernier sera finalement issu d'une académie de la fetwa qui devra voir le jour bientôt.

Aucune date officielle n'a pour le moment était retenue mais son installation officielle ne devrait plus tarder. Le processus de sélection des membres de ladite académie a commencé.

50 imams, issus de différentes wilayas du pays, ont déjà été choisis. Ils bénéficieront d'une formation supérieure», devant avoir lieu soit à la mosquée El Azhar, en Égypte, soit en Algérie sous la supervision de formateurs d'El Azhar. Après cette formation, les imams seront détenteurs du diplôme d'imam mufti et pourront alors accéder à l'instance de la fetwa.

Y siégeront également les secrétaires généraux des conseils scientifiques des wilayas, des exégètes et des spécialistes de différents domaines dont la médecine, l'économie, le droit et l'astronomie. Pour l'heure, rien n'a filtré sur l'identité de celui qui aura à endosser la responsabilité du mufti de la République.

Le département de Mohamed Aïssa est à la recherche de la personne «consensuelle» qui puisse faire l'unanimité mais qui soit également être reconnue par les siens comme une référence en matière d'exégèse et d'interprétation. Le créneau a été trop longtemps déserté par les personnes détenant le savoir.

Face à ce vide, des pseudo-muftis ont proliféré. Extrémistes, fanatiques, ils ont envahi tous les espaces pouvant être occupés. Sur le net ou à l'intérieur des mosquées, ils distillent leur fetwas en totale contradiction avec le référent religieux national, introduisant de nouvelles mœurs et induisant en erreur les personnes qui les sollicitent.

L'absence d'une autorité de référence pousse également de nombreux algériens à solliciter des «cheïkhs» qui officient sur des chaînes de télévision des pays du Golfe. Là aussi, ils sont orientés selon des croyances qui ne sont pas partagées par la grande majorité des Algériens.

L'installation d'un mufti aura pour but de réconcilier les Algériens avec un islam ancestral mais surtout de donner une visibilité et d'éviter des polémiques stériles, qui, sans arbitrage, prennent souvent une ampleur injustifiée.

Photo : NewPress

Mohamed Aïssa à la recherche de la personne consensuelle.

Le challenge réside cependant dans la restauration de la confiance. Trop souvent, ce qui est considéré comme «l'islam officiel» suscite bien des réserves et de la méfiance.

Le futur mufti de la République devra réussir le pari de s'imposer comme la référence nationale à suivre pour mettre progressivement fin aux fetwas fantaisistes.

N. I.

RAMADHAN

Stabilité des prix des produits d'épicerie, selon le ministère du Commerce

Le marché des produits d'épicerie, pour la journée d'hier, soit le 13e jour du mois de Ramadhan, s'est caractérisé par une offre satisfaisante. Il n'a enregistré aucune tension notable au plan des approvisionnements et des prix.

Selon le ministère du Commerce, hormis les prix du sucre blanc, du riz et des pâtes alimentaires qui ont connu des hausses de 1% et du prix des haricots secs qui a enregistré une baisse de 1%, la poursuite de la stabilité des prix sur l'ensemble du territoire national a été constatée. Même topo pour les légumes frais.

Le département de Benyounès indique, dans un communiqué parvenu hier à notre rédaction, que le marché des légumes frais est demeuré stable en matière d'approvisionnement.

En ce qui concerne les prix, il a été relevé des baisses de 5% pour la tomate fraîche, 4% pour l'oignon, 3% pour le haricot vert et 1% pour le piment. Si la carotte et l'ail local connaissent une hausse de 1%, toutefois une stabilité des prix pour la pomme de terre, la salade, la courgette, le poivron, la betterave et l'ail d'importation demeure présente.

«L'approvisionnement du marché en fruits frais au courant de cette journée (hier ndlr) s'est poursuivi normalement et le niveau des prix de ces produits a connu diverses fortunes. Des hausses de 1% pour les pommes d'importation, et une baisse de 1% pour les abricots, les dattes, les pommes locales et les bananes» selon ledit communiqué qui ajoute qu'une stabilité des prix pour les pêches a été constatée.

Photo : DR

À la satisfaction des ménages.

S'agissant par ailleurs des viandes, à l'exception du prix de la viande blanche qui a connu une baisse de 1%, les prix des autres produits carnés sont restés stables. Quant au marché, une disponibilité de ces produits est constatée. «S'agissant des œufs, leurs prix se sont stabilisés à 10 DA l'unité au stade de détail», selon la même source.

Salah B.

UNIVERSITÉ-ENTREPRISES

Des textes de loi pour rapprocher les deux univers

Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique va recourir à des textes de loi pour rapprocher l'université du monde de l'entreprise, a indiqué hier Tahar Hadjar.

«Nous allons imposer, à travers des textes de loi à l'université d'intégrer dans ses conseils d'administration des représentants du monde économique local, de manière à identifier les besoins des entreprises, qui nous reprochent de ne pas former les profils demandés» a expliqué le ministre de l'Enseignement supérieur. Un premier pas vient d'être franchi, selon Tahar Hadjar dans ce domaine. Une convention a été signée hier entre la Direction générale de la recherche scientifique et du développement technologique (DGRSDT) et le Groupe industriel des ciments d'Algérie (Gica).

«Un accord de préparation aux métiers du ciment et autres segments totalement pris en charge aujourd'hui par l'importation», a souligné Abdeslam Bouchouareb ministre de l'Industrie nationale.

Selon lui, la relation avec l'université est déterminante dans ce partenariat. «Nous avons besoin d'être en liaison avec ceux qui sont au cœur de la recherche pour faire face à la compétitivité», a-t-il indiqué.

Les deux partenaires conviennent par cet accord, souligne le ministère de l'Enseignement supérieur, à promouvoir, à travers leurs centres, unités et laboratoires de recherche et entités de production, une application technologique au développement, cibler la formation et procéder à l'amélioration technique et professionnelle au bénéficie de l'industrie cimentière et de ses dérivés.

Cette démarche, poursuit-on, encourage l'intégration de l'industrie du ciment en particulier et au développement économique du pays en général.

S. A.

SITUATION SÉCURITAIRE

Un réseau de soutien aux terroristes démantelé au sud de Tizi-Ouzou

Trois individus ont été mis sous mandat de dépôt et une douzaine de leurs présumés comparses sont, désormais, sous contrôle judiciaire par le parquet près le tribunal de Draâ-El-Mizan.

C'est ce qu'a révélé, hier, une source policière qui a fait état du démantèlement, en milieu de semaine dernière et après plusieurs jours d'enquête, d'un réseau de soutien aux groupes terroristes activant tout autour de la localité de Boghni, au sud de Tizi-Ouzou.

Tout est parti de l'arrestation d'un terroriste dans la région d'Aïn El-Hammam, il y a deux semaines, où il comptait rejoindre un des groupuscules encore en activité dans cette partie de la wilaya de Tizi-Ouzou.

L'exploitation des informations soutirées à ce terroriste ont permis aux enquêteurs de la police judiciaire de remonter la filière jusqu'à mettre fin aux agissements de ces quinze personnes qui devront répondre de l'accusation de constitution d'un réseau de soutien à une entreprise terroriste.

M. Azedine